**MANDAT**

 **Évaluation à mi-parcours**

**du projet**

*Promouvoir l'engagement des jeunes vulnérables dans la lutte contre l'extrémisme violent dans les zones frontalières du Mali et du Burkina Faso par le biais d'une approche de gouvernance participative et de réinsertion socio-économique*.

Numéro de projet ADA : 2733-00/2023

Durée du projet : 01.09.2023 - 31.08.2025

Budget du projet : 550 600 euros

## **Contexte et historique**

**Le contexte économique et politique dans lequel le projet est mis en œuvre**

Depuis 2012, le Mali traverse une crise multidimensionnelle caractérisée par des conflits violents de diverses formes (affrontements communautaires, crimes transfrontaliers et banditisme, conflits autour des ressources naturelles et du contrôle des routes de transhumance, extrémisme violent, justice contestée, etc.)

Tous ces facteurs ont progressivement affaibli la confiance de la population envers l'État, ce qui a abouti à des rébellions armées dans le Nord (2012) et le Centre (2016), qui ont profité des griefs politiques et ethno-religieux pour s’emparer de pans entiers du territoire.

La violence djihadiste s'est propagée au-delà des frontières - au Burkina Faso, jusqu'à récemment reconnu comme relativement paisible et stable, elle a forcé au moins 1,8 million de personnes à se déplacer. Les attaques contre les détachements militaires se multiplient et deviennent plus complexes et ambitieuses, en particulier dans les zones frontalières.

Des facteurs économiques tels que le manque d'opportunités économiques, les faibles niveaux d'éducation et d'alphabétisation, la mauvaise gestion des ressources naturelles aggravent également la situation d'une population de plus en plus jeune et extrêmement pauvre. Elle vit de plus en plus souvent sans accès aux services sociaux de base (éducation, santé, accès à l'eau potable...).

L'extrême pauvreté présente également un risque social : les jeunes ne sont pas en mesure de se marier et/ou de fonder une famille, ce qui les prive des droits et privilèges accordés par cette société patriarcale aux personnes mariées (en particulier aux hommes). Les jeunes filles et garçons des zones rurales sont donc marginalisés par rapport à l'organisation socio-politique et économique de leurs localités et participent très peu aux mécanismes de prise de décision, aux processus et à la gestion de leur situation économique et de leur épanouissement personnel.

L'extrémisme violent a rendu plus complexe la situation politique et sécuritaire au Mali et au Burkina Faso. En conséquence, de nombreux jeunes vulnérables sont à la recherche de moyens de survie et d'opportunités économiques, des incitations que les groupes extrémistes violents utilisent avec succès pour attirer de nouvelles recrues à travers les régions frontalières avec le Mali. Les deux pays ont connu une augmentation des attaques djihadistes touchant les jeunes dans les régions frontalières. Ces évolutions ont fait de la prévention de l'extrémisme violent (PVE), avec un accent particulier sur les jeunes (garçons et filles), une priorité essentielle pour les gouvernements et la communauté internationale.

**Contexte du projet**

Dans ce contexte, International Alert (IA) met en œuvre un projet intitulé "*Promouvoir l'engagement des jeunes vulnérables dans la lutte contre l'extrémisme violent dans les zones frontalières du Mali et du Burkina Faso à travers une approche de gouvernance participative et de réinsertion socio-économique"*. Le projet vise à réduire les niveaux élevés d'extrémisme violent et à promouvoir une sécurité plus efficace, responsable, basée sur la confiance et la collaboration par les forces de sécurité et de défense maliennes pour s'attaquer aux causes profondes de l'extrémisme violent dans le centre du Mali et aux frontières avec le Burkina Faso.

Ce projet est mis en œuvre au Mali, dans les régions de Mopti, Ségou et Sikasso. Sept communes sont ciblées : Mopti et Douentza (Mopti) ; Ségou et Tominian (Ségou) ; Sikasso, Hérémanoko et Koury (Sikasso).

Le projet vise principalement les jeunes hommes et femmes des communautés par l'intermédiaire des conseils locaux et communaux de la jeunesse, des représentants des forces de sécurité et de défense et des autorités locales en tant que bénéficiaires directs. Les bénéficiaires directs prévus sont estimés à un total de 1 000 personnes (réparties entre 500 hommes et 500 femmes). Au total, 138 522 personnes (dont 50 % de femmes) devraient bénéficier indirectement de la mise en œuvre du projet. Il s'agit d'organisations de la société civile, d'autorités traditionnelles et de la population cible au sens large.

L'objectif global à long terme auquel l'intervention vise à contribuer est de "prévenir et réduire l'extrémisme violent au Sahel par une approche de renforcement de la résilience".

La théorie du changement sur laquelle s'appuie ce projet est la suivante :

Si les jeunes hommes et femmes et d'autres groupes marginalisés participent de manière significative à un dialogue inclusif, si la confiance et les liens de collaboration entre les jeunes vulnérables, les forces de sécurité et de défense et les autorités civiles sont établis pour permettre la paix et la prospérité, et si les jeunes vulnérables sont soutenus par des initiatives de réhabilitation et de réinsertion sociale et économique, alors l'extrémisme violent qui affecte la sécurité des frontières sera abordé et la résilience des jeunes à l'extrémisme violent sera renforcée dans le centre du Mali et le long des frontières avec le Burkina Faso, contribuant ainsi à la prévention et à la réduction de l'extrémisme violent au Sahel.

Ce projet est basé sur l'expérience et les leçons tirées du travail d'Alert au Mali sur le renforcement de la gouvernance de la sécurité dans le Nord et le Centre du Mali depuis 2013, ciblant principalement les régions de Mopti, Ségou, Bandiagara, Douentza, et Tombouctou, dans le but de prévenir et de contrer l'extrémisme violent.

Dans le cadre de cette programmation de la gouvernance de la sécurité, Alert s'est concentrée sur l'amélioration de la confiance et de la collaboration entre les communautés locales et les Forces de Défense et de Sécurité (FDS) à travers le dialogue et le renforcement des capacités en matière de sensibilité aux conflits et au genre, et sur l'augmentation de la résilience des femmes et des jeunes maliens et de leurs communautés face à l'extrémisme violent. Plus spécifiquement, le programme soutient fortement la transformation des conflits intra et intercommunautaires, la prévention de l'extrémisme violent au niveau local à travers la mise en place et l'accompagnement de forums locaux promouvant le dialogue autour des principales sources de violence et des stratégies et actions d'atténuation de la violence.

En tant que tel, le projet s'articule autour des trois principaux domaines de résultats suivants, dont deux ont été mis en œuvre (résultat 1 et résultat 2), tandis que le résultat 3 est toujours en attente de mise en œuvre à la mi-décembre 2024.

Résultat 1 : La résilience des jeunes face à l'extrémisme violent est renforcée par la création d'espaces de dialogue inclusifs et participatifs et d'opportunités économiques.

Dans le cadre de ce résultat, Alert a mis en place et géré des forums de dialogue communautaire dirigés par des jeunes dans les zones frontalières au niveau communal (1.1) ; a formé les membres des forums de dialogue à la sensibilité et à l'analyse des conflits et du genre (1.2) et a formé des jeunes (hommes et femmes) à la gestion et à la résolution des conflits (1.3) ainsi qu'au plaidoyer et au lobbying (1.4). Alert a sensibilisé les jeunes aux risques de l'extrémisme violent en diffusant des témoignages et en dialoguant avec des survivants de l'extrémisme violent (1.5). Ces activités visent à accroître la participation des jeunes à la prise de décision afin de réduire les griefs et de renforcer la résilience.

Résultat 2 : La confiance et les liens de collaboration entre les jeunes vulnérables, les forces de sécurité et de défense et les autorités civiles sont renforcés pour favoriser la paix et la prospérité.

Dans le cadre de ce résultat, Alert soutient le développement et la mise en œuvre d'actions civilo-militaires conjointes visant à instaurer la confiance et à promouvoir la cohésion sociale (2.1), à former les chefs traditionnels des communautés, les agents du gouvernement local et les prestataires de services de sécurité au droit international humanitaire et au droit des conflits armés dans les zones frontalières (2.2), la formation des organisations communautaires et des conseils locaux de jeunes pour réduire la stigmatisation liée à l'extrémisme violent au sein des communautés locales et promouvoir la coexistence pacifique dans les zones frontalières (2.3), et la sensibilisation à l'État de droit, aux politiques de lutte contre l'incivilité, la corruption et la drogue (2.4) dans le but d'instaurer la confiance et des liens de collaboration entre les jeunes vulnérables, les FDS et les autorités civiles afin de favoriser la paix.

Résultat 3 : Les jeunes vulnérables bénéficient d'initiatives de réhabilitation et de réinsertion sociale et économique.

Dans le cadre du résultat 3, Alert réhabilitera des centres d'apprentissage pour les jeunes au niveau communal afin de promouvoir l'échange mutuel entre les jeunes (3.1), soutiendra des activités génératrices de revenus, y compris la formation professionnelle, l'alphabétisation de base et la formation par les pairs, pour les jeunes à risque identifiés afin de faciliter la réintégration économique des jeunes vulnérables (3.2 et 3.3), soutenir le développement et la mise en œuvre de microprojets PVE menés par des jeunes au niveau communal (3.4), et former les ONG locales, le secteur privé, les autorités, les forces de sécurité et les communautés à réduire et à combattre la stigmatisation (3.5) dans le but de soutenir les jeunes vulnérables par des initiatives de réadaptation et de réinsertion sociale et économique.

## **Finalité et objectifs**

Le projet étant un projet pilote, l'Agence autrichienne de développement (ADA) et International Alert (Alert) commandent une évaluation à mi-parcours afin de **tirer des enseignements fondés sur des données probantes pour améliorer la programmation, la mise en œuvre et le suivi du projet visant à impliquer les jeunes vulnérables dans la lutte contre l'extrémisme violent dans les régions de Sikasso, Ségou et Mopti, y compris dans les zones frontalières avec le Burkina Faso.**

Le rapport d'évaluation sera partagé avec ADA et utilisé par Alert et les équipes d'Action pour la Formation et l'Autopromotion Rurale (AFAR) pour améliorer le travail futur ainsi que le projet actuel, dans la mesure du possible. Au-delà du projet actuel, des applications plus larges des leçons apprises seront discutées à travers le secteur.

Les objectifs spécifiques de cette évaluation sont les suivants :

1. Déterminer **dans quelle mesure le projet renforce la confiance et la collaboration** entre les jeunes vulnérables, les forces de défense et de sécurité et les autorités civiles dans la lutte contre l'extrémisme violent.
2. Évaluer **comment les méthodes et approches d'inclusion** utilisées dans le projet renforcent la résilience de la communauté face à l'extrémisme violent, en particulier en ce qui concerne les jeunes hommes et femmes et les jeunes marginalisés**.**
3. Évaluer la **pertinence, la cohérence et l'efficacité** du projet en ce qui concerne la promotion de l'engagement des jeunes vulnérables dans la lutte contre l'extrémisme violent.
4. Identifier les **leçons tirées** dece qui fonctionne et de ce qui ne fonctionne pas et fournir des résultats, des conclusions et des recommandations fondés sur des données probantes pour la prise de décision stratégique et opérationnelle sur la programmation et la mise en œuvre futures.

## **Portée et champ d’application**

L'évaluation devrait avoir lieu entre janvier et mai 2025. Afin d'approfondir l'apprentissage, il a été décidé de mettre en œuvre l'étude en tenant compte des aspects particulièrement saillants des zones de mise en œuvre :

* milieux urbains / ruraux
* régions Centre / Sud
* zones frontalières / non frontalières

À cette fin, il a été décidé de concentrer l'étude sur deux localités de projet présentant ces profils distincts :

* Mopti : urbain, région Centre, zone non frontalière
* Tominian : rural, région Sud, zone frontalière

L'évaluation doit viser les résultats suivants du projet :

1 : La résilience des jeunes face à l'extrémisme violent est renforcée par la création d'espaces de dialogue inclusifs et participatifs et d'opportunités économiques.

2 : La confiance et les liens de collaboration entre les jeunes vulnérables, les forces de sécurité et de défense et les autorités civiles sont établis pour favoriser la paix et la prospérité.

Le troisième résultat du projet n'a pas encore été entièrement mis en œuvre et ne fait donc pas partie du champ d'application de la présente évaluation.

## **Questions d'évaluation**

**Cohérence**

1. Dans quelle mesure le projet s'intègre-t-il et complète-t-il d'autres initiatives connexes dans les régions sélectionnées du Mali et comment les synergies pourraient-elles être renforcées ?

**Pertinence**

1. Dans quelle mesure l'approche du projet et la théorie du changement qui lui est associée sont-elles adaptées à l'engagement des jeunes en faveur de la paix et contre l'extrémisme violent, dans une optique de genre intersectionnelle (filles, garçons, jeunes femmes et jeunes hommes) ?

**Efficacité**

1. Dans quelle mesure l'engagement d'Alert a-t-il affecté la réalisation des résultats escomptés à ce stade de la mise en œuvre du projet ?
2. Quels ont été les facteurs (internes et externes) qui ont facilité ou entravé la réalisation des résultats et comment la programmation et la mise en œuvre peuvent-elles être ajustées pour améliorer l'efficacité ?

## **Conception et approche**

**Approche participative, sensible au genre et basée sur les droits de l'homme (HRBA)**

Les consultants sont invités à proposer une conception de l'évaluation fondée sur des méthodologies participatives, incluant les parties prenantes à tous les stades afin de garantir que l'évaluation respecte leurs droits à la parole, à l'action et à l'appropriation, ce qui est particulièrement important compte tenu du contexte, des thèmes et des participants de ce projet.

L'évaluation doit être fortement axée sur la dimension de genre. Il faut veiller tout particulièrement à ce que les femmes et les filles disposent d'espaces sûrs et significatifs pour partager leurs expériences. Les méthodes participatives tenant compte de la dimension de genre devraient permettre de mieux comprendre comment les différents groupes vivent le projet et interagissent avec lui, ce qui permettra à l'évaluation de saisir des perspectives plus nuancées et plus sexuées.

Cette approche s'aligne sur l'approche fondée sur les droits de l'homme (HRBA) d’ADA, qui donne la priorité à la dignité, à l'égalité et à la responsabilité, en veillant à ce que les voix marginalisées jouent un rôle central dans la définition et l'évaluation de l'impact du programme. Le cadre de l'approche fondée sur les droits de l'homme sera intégré au processus d'évaluation, en veillant à ce que tous les aspects - de la collecte des données à l'analyse - respectent les principes de non-discrimination, de participation et d'autonomisation. Cette approche s'attachera à remédier aux déséquilibres de pouvoir, en veillant à ce que les voix des groupes marginalisés, tels que les jeunes et les femmes, soient entendues en priorité et que leur participation soit substantielle et non symbolique. L'approche fondée sur les droits de l'homme garantit également que l'évaluation favorise la responsabilisation, non seulement en évaluant les performances du projet, mais aussi en veillant à ce que les parties prenantes soient activement impliquées dans le respect de normes éthiques élevées.

**Rigueur et complexité**

Dans le cadre de l'approche proposée, le bricolage méthodologique[[1]](#footnote-1) est suggéré pour naviguer dans la complexité des interventions de consolidation de la paix. Les consultants doivent élaborer une stratégie d'évaluation flexible et adaptable qui s'appuie sur les points forts de différentes méthodes. Cette approche de bricolage permet à l'évaluation de répondre aux défis dynamiques et spécifiques au contexte du projet tout en maintenant une rigueur méthodologique. En outre, le bricolage permet de trianguler les données provenant de sources et de méthodes multiples. Cela permet de s'assurer que les résultats sont non seulement crédibles, mais qu'ils reflètent également la complexité du projet et de ses résultats. Le processus itératif de combinaison des méthodes garantit que les diverses perspectives sont saisies et que les résultats sont solides, crédibles et reflètent la nature multidimensionnelle des efforts de consolidation de la paix.

**Résultats exploitables**

L'évaluation aura pour priorité de produire des résultats exploitables et de formuler des recommandations pour soutenir les adaptations du projet en temps réel. En engageant les parties prenantes - les jeunes, les communautés et les forces de sécurité - par le biais de méthodes participatives, l'évaluation permettra de formuler des idées pratiques qui alimenteront les améliorations. Cela permet de s'assurer que l'évaluation soutient directement l'apprentissage du projet et les ajustements stratégiques, en particulier pour répondre aux besoins des jeunes à risque et des groupes vulnérables, ce qui en fait un outil d'amélioration continue plutôt qu'une évaluation rétrospective.

## **Plan de travail**

Compte tenu de l'ampleur de cette mission, il est prévu que deux consultants devront collaborer sur cette mission. Les jours énumérés ci-dessous peuvent être répartis entre les membres de l'équipe si cela s'avère pertinent.

Il est prévu que le consultant principal soit principalement responsable de la rédaction et de la finalisation des résultats, et que les deux membres de l'équipe entreprennent conjointement la collecte des données, y compris sur le terrain, et l'analyse des données.

|  |  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- | --- |
| **Étape** | **Nombre de jours de travail (y compris les déplacements)** | **Chronologie** | **Responsabilité** | **Produit livrable** |
| *Procédure d'appel d'offres et de sélection*  |  | *Jusqu'au 08 janvier*  | *Responsable de l'évaluation* |  |
| Signature du contrat |  | Avant le 10 janvier | International Alert Évaluateurs externes  |  |
| **INCEPTION****12 jours au total** |
| Réunion de lancement | 1 jour | Avant le 17 janvier  | Évaluateurs externes International Alert ADA |  |
| Première version du rapport de démarrage | 8 jours | Avant le 31 janvier  | Évaluateurs externes  | Projet de rapport initial |
| *Révision du rapport initial* |  | *Avant le 14 février* | *Responsable de l'évaluation* *ADA* |  |
| Finalisation du rapport de démarrage | 3 jours | Avant le 21 février | Évaluateurs externes | Rapport final de démarrage  |
| **LA COLLECTE ET L'ANALYSE DES DONNÉES****31 jours**  |
| Revue de bureau | 1,5 jour | Avant le 28 février | Évaluateurs externes |  |
| Entretiens d'équipe | 1,5 jour | Avant le 28 février | Évaluateurs externes |  |
| Visite de Mopti * FGDs
* KIIs
 | 8 jours | Mars 2025 | Évaluateurs externes |  |
| Visite à Tominian* FGDs
* KIIs
 | 8 jours | Mars 2025 | Évaluateurs externes |  |
| Analyse  | 10 jours | Mars 2025 | Évaluateurs externes  |  |
| Présentation des résultats préliminaires | 2 jours | Dernière semaine de mars | Évaluateurs externes | Présentation des résultats préliminaires |
| **RAPPORT****14 jours**  |
| Première version du rapport d'évaluation  | 8 jours | Avant le 14 avril | Évaluateurs externes | Projet de rapport d'évaluation |
| *Assurance qualité du rapport d'évaluation* |  | *Troisième semaine d'avril* | *International Alert**Responsable de l'évaluation* |  |
| *Révision du rapport d'évaluation* |  | *Quatrième semaine d'avril* | *ADA* |  |
| Finalisation du rapport d'évaluation  | 3 jours | Première semaine de mai | Évaluateurs externes | Rapport d'évaluation final |
| Atelier de recommandations | 3 jours | Deuxième semaine de mai | Évaluateurs externesInternational AlertADA | Présentation des recommandation |
| **RÉCAPITULATIF** |
| Présentation de la facture  |  | Fin mai | Évaluateurs externesInternational Alert |  |
| Paiement de la facture |  | Dans les 30 jours suivant la présentation de la facture | International Alert |  |

##

## **Modalités de gestion de l'évaluation et assurance de la qualité**

**Dispositions logistiques**

Les consultants doivent organiser leur propre voyage, y compris les vols, les voitures, les bus et/ou d'autres moyens de transport, ainsi que les hôtels, la nourriture, etc. Ces frais doivent être inclus dans le budget des offres soumises. La sélection des fournisseurs se fera conformément aux procédures d'International Alert, qui seront communiquées aux soumissionnaires retenus.

**Modalités de gestion et contrôle de la qualité**

Alert exige que l'évaluation soit fortement alignée sur les objectifs d'apprentissage et qu'elle soutienne des conclusions exploitables. À cette fin, le gestionnaire d'évaluation fournira un retour d'information tout au long de la phase de démarrage, y compris dans le projet de rapport de démarrage, afin de s'assurer que la conception et l'approche de l'évaluation sont adéquates et conformes à la liste de contrôle de la qualité du rapport de démarrage d'ADA[[2]](#footnote-2). Les évaluateurs effectueront de manière indépendante la collecte des données, l'analyse et la rédaction des rapports, dont le contenu devra être aligné sur la liste de contrôle de la qualité des rapports d'évaluation d’ADA[[3]](#footnote-3).

Le gestionnaire d'évaluation fournira également un retour d'information tout au long de la phase de collecte, d'analyse et de synthèse des données, y compris dans le projet de rapport d'évaluation, afin de rendre les recommandations aussi pertinentes et utiles que possible. Un atelier devra être organisé pour affiner les recommandations, une fois que les résultats et les conclusions de l'évaluation seront finalisés. En plus des lignes directrices et des critères d’ADA, l'évaluation doit suivre les normes et les standards de [DAC/OCDE](https://www.oecd.org/content/dam/oecd/en/publications/reports/2019/12/better-criteria-for-better-evaluation_f7a307eb/15a9c26b-en.pdf) ainsi que les lignes directrices éthiques sectorielles pour les évaluations[[4]](#footnote-4).

## **Exigences pour le(s) évaluateur(s)**

Le(s) candidat(s) sélectionné(s) devra(ont) faire preuve des compétences suivantes (les équipes peuvent démontrer que leurs compétences sont complémentaires) :

* + Avoir une expérience pratique de 2 à 6 ans dans la conception et la mise en œuvre d'évaluations dans un sujet et un contexte similaires, et en particulier dans les travaux d'évaluation axés sur l'apprentissage.
	+ Avoir 3 à 6 ans d'expérience pratique dans la conduite de processus participatifs dans des zones de conflit.
	+ Démontrer une bonne compréhension de l'approche basée sur les droits de l'homme ainsi que des approches et des outils tenant compte de la dimension de genre
	+ Avoir une expérience pratique de 1 à 3 ans sur des thèmes tels que la consolidation de la paix, la gouvernance, l'extrémisme violent, etc.
	+ Parler le français (essentiel) et/ou le bamanakan et d'autres langues régionales pertinentes pour l'évaluation (souhaitable).
	+ Avoir une expérience pratique de 1 à 3 ans sur des thèmes tels que la consolidation de la paix, la gouvernance, l'extrémisme violent, etc.

Les candidats doivent fournir une déclaration de conflit d'intérêts indiquant qu'ils n'ont pas participé à la conception ou à la mise en œuvre du projet et qu'ils ne sont pas impliqués dans le projet évalué.

## **Spécifications pour la soumission des offres**

**Étape 1 - présélection**

Les candidats et les équipes intéressés doivent fournir les **CV de tous les consultants impliqués, ainsi que leurs rôles respectifs au sein de l'équipe, et une lettre d'intention** décrivant leur approche de ce travail et la manière dont leur expérience leur permet de le mener à bien de manière qualitative (2 pages maximum).

La soumission des CV et lettres est ouverte jusqu'au **17 décembre 2024 à 07h59** heure de Bamako.
Les candidats présélectionnés seront contactés avant le 20 décembre pour soumettre une candidature complète.

Toutes les candidatures doivent être envoyées à mali@international-alert.org

 Les équipes locales, féminines et ethniquement diversifiées sont vivement encouragées à poser leur candidature.

**Étape 2 - proposition complète**

Les candidatures complètes doivent contenir une approche méthodologique conforme aux informations sur le projet fournies aux candidats présélectionnés (12 pages maximum). Elles doivent également contenir un calendrier et un budget détaillés incluant le personnel et tous les coûts des activités sur le terrain. Tous les coûts de cette consultation seront pris en charge par les consultants, y compris le temps, les déplacements, les locations, le matériel, etc.

Les candidatures complètes seront acceptées jusqu'au **03 janvier à 07h59**, heure de Bamako. Les entretiens auront lieu les 6 et 7 janvier.

Une décision sera prise et communiquée aux candidats présélectionnés d'ici le 9 janvier. International Alert informera tous les soumissionnaires présélectionnés de la décision d'attribution.

Le budget disponible est de 25 000 euros maximum (y compris les honoraires des consultants, les frais de voyage, les indemnités journalières, les frais de chauffeur, de traducteur, etc.)

**Critères de notation**

Les propositions reçues seront évaluées en fonction de leur conformité aux présents TdR, ainsi qu'à la politique et aux lignes directrices d’ADA en matière d'évaluation[[5]](#footnote-5).

Le marché est attribué au soumissionnaire le plus avantageux sur le plan technique et économique (meilleur rapport qualité-prix). Les offres soumises seront évaluées selon les critères et la notation suivants.

|  |  |
| --- | --- |
| **Élément de la proposition** | **Notation** |
| Premier tour |
| **CV et lettre d'intention** * + Démonstration des expériences dans des processus similaires
	+ Compréhension des normes et des principes énoncés dans les annexes
	+ Compréhension des défis potentiels et des moyens créatifs de les surmonter
	+ Clarté et présentation
 | **20 points**5555 |
| Deuxième tour |
| **Offre technique*** + Alignement méthodologique
	+ Profondeur de l'engagement à l'égard du projet et des questions d'évaluation
	+ Conception globale
	+ Plan réaliste de mise en œuvre
	+ Clarté et structure
 | **70 points**20818168 |
| **Offre financière*** + Planification globale
	+ Solidité de la justification des coûts pour chaque ligne
	+ Rapport coût-efficacité
	+ Clarté et structure
 | **30 points**81282 |

Méthode de calcul : tous les points seront additionnés à chaque tour (pas de pondération).

La meilleure offre est celle qui totalise le plus grand nombre de points. Si le nombre de points totaux est le même pour plusieurs soumissionnaires, l'offre dont le prix total est le plus bas (parmi ces soumissionnaires) sera l'offre choisie.

##  **Annexes**

[*ADA (2019), Politique d'évaluation*](https://www.entwicklung.at/fileadmin/user_upload/Dokumente/Evaluierung/Englisch/Evaluationpolicy.pdf)

[*ADA (2020), Lignes directrices pour l'évaluation des programmes et des projets*](https://www.entwicklung.at/fileadmin/user_upload/Dokumente/Evaluierung/Evaluierungs_Leitfaeden/Guidelines_for_Programme_and_Project_Evaluations_ADA_2020.pdf)

[ADA, *modèle de formulaire d'évaluation des résultats*](https://www.google.com/url?sa=i&url=https%3A%2F%2Fwww.entwicklung.at%2Ffileadmin%2Fuser_upload%2FDokumente%2FEvaluierung%2FEvaluierung_Templates%2FAnnex9_Results_AssessmentForm_Template.xlsx&psig=AOvVaw16K4M8woDXRQeNfrm5RUg5&ust=1732627869981000&source=images&cd=vfe&opi=89978449&ved=0CAYQrpoMahcKEwiw6e6azPeJAxUAAAAAHQAAAAAQBA)

[*Aston, T. et Apgar, M. (2022) The Art and Craft of Bricolage in Evaluation (L'art et la manière de faire du bricolage dans l'évaluation).*](https://doi.org/10.19088/IDS.2022.068)

[*OCDE (2019), De meilleurs critères pour une meilleure évaluation*](https://www.oecd.org/content/dam/oecd/en/publications/reports/2019/12/better-criteria-for-better-evaluation_f7a307eb/15a9c26b-en.pdf)

[*UNEG (2020), Lignes directrices éthiques pour l'évaluation*](https://procurement-notices.undp.org/view_file.cfm?doc_id=302194#:~:text=The%20four%20UNEG%20guiding%20ethical,essential%20for%20responsible%20evaluation%20practice.)

[*UNEG (2016), Normes et standards pour l'évaluation*](http://www.unevaluation.org/document/detail/1914)

[*UNICEF (2021), Procédure sur les normes éthiques dans la recherche, l'évaluation, la collecte et l'analyse des données.*](https://www.unicef.org/evaluation/media/1786/file/UNICEF%20Procedure%20on%20Ethical%20Standards%20in%20Research%2C%20Evaluation%2C%20Data%20Collection%20and%20Analysis.pdf)

1. Aston, T. et Apgar, M. (2022) The Art and Craft of Bricolage in Evaluation, CDI Practice Paper 24, Brighton : Institute of Development Studies. <https://doi.org/10.19088/IDS.2022.068> [↑](#footnote-ref-1)
2. [ADA (2020), *Lignes directrices pour l'évaluation des programmes et des projets*](https://www.entwicklung.at/fileadmin/user_upload/Dokumente/Evaluierung/Evaluierungs_Leitfaeden/Guidelines_for_Programme_and_Project_Evaluations_ADA_2020.pdf), pp. 46 [↑](#footnote-ref-2)
3. Ibid, pp. 48 [↑](#footnote-ref-3)
4. [*UNEG (2016), Norms and Standards for Evaluation*](http://www.unevaluation.org/document/detail/1914) *;* [*UNEG (2020), Ethical Guidelines for Evaluation*](https://procurement-notices.undp.org/view_file.cfm?doc_id=302194#:~:text=The%20four%20UNEG%20guiding%20ethical,essential%20for%20responsible%20evaluation%20practice.) *;* [*UNICEF (2021), Procedure on Ethical Standards in Research, Evaluation, Data Collection and Analysis.*](https://www.unicef.org/evaluation/media/1786/file/UNICEF%20Procedure%20on%20Ethical%20Standards%20in%20Research%2C%20Evaluation%2C%20Data%20Collection%20and%20Analysis.pdf) [↑](#footnote-ref-4)
5. [ADA (2020), *Lignes directrices pour l'évaluation des programmes et des projets*](https://www.entwicklung.at/fileadmin/user_upload/Dokumente/Evaluierung/Evaluierungs_Leitfaeden/Guidelines_for_Programme_and_Project_Evaluations_ADA_2020.pdf) [↑](#footnote-ref-5)